

Texte des résolutions
et Exposé sommaire
de l'activité du Groupe



À titre ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2006, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête le bénéfice de cet exercice à 6 055 475 824,17 euros.

Il est précisé que le montant global des dépenses et charges visées à l'article 223 quater du Code général des impôts est de 1 025 769 euros.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, comprenant le bilan et le compte de résultat consolidés ainsi que l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉSOLUTION

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2006, tel que ressortant des comptes annuels, et mise en distribution du dividende)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- (i) constate que le bénéfice distribuable s'élève à 6 345 829 116,95 euros et décide de verser aux actionnaires, à titre de dividende, 1,16 euro par action ; et
- (ii) décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au poste « Report à nouveau ».

Le dividende sera mis en paiement dans les trente jours suivant l'Assemblée Générale.

Il est précisé que la totalité du dividende est éligible à la réfaction de 40 % mentionnée au 2^e du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France et soumises à l'impôt sur le revenu, dans les conditions et limites légales.

Le montant global du dividende s'élève en conséquence au maximum à 2 113 718 464,40 euros, étant précisé que les actions qui seraient éventuellement détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende, n'y donneront pas droit.

Il est précisé qu'au cas où, lors de la mise en paiement de ce dividende, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, la somme correspondant au dividende non versé à hauteur de ces actions serait affectée au poste « Report à nouveau ».

QUATRIÈME RÉSOLUTION

(Convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve le protocole d'accord conclu entre l'État, BNP Paribas Securities Services et la Société relatif à l'offre de vente d'actions EDF par la République française réservée aux personnels et anciens personnels des sociétés du Groupe EDF, autorisé par le Conseil d'administration dans sa séance du 24 janvier 2006.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

(Convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les contrats relatifs à la cession des actifs égyptiens conclus par EDF International et la Société, autorisés par le Conseil d'administration dans sa séance du 22 février 2006.

Il est rappelé (3^e résolution) que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende par action	Dividende total distribué (déduction faite des actions auto-détenues)
2003	–	NA	321 311 000 €
2004	1 625 800 000	0,23 €	373 934 000 € ⁽¹⁾
2005	1 822 171 090	0,79 €	1 439 170 388,51 € ⁽²⁾

⁽¹⁾ 100 % du dividende étant éligible à la réfaction de 50 % mentionnée au 2^o du 3 de l'article 158 du CGI (concerne le dividende versé au titre de l'exercice 2004).

⁽²⁾ 100 % du dividende étant éligible à la réfaction de 40 % mentionnée au 2^o du 3 de l'article 158 du CGI (concerne le dividende versé au titre de l'exercice 2005).

SIXIÈME RÉSOLUTION

(Jetons de présence alloués au Conseil d'administration)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de fixer à 174 000 euros le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs, et ce jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration pour opérer sur les actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce,

■ met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 2006, par sa sixième résolution, d'acheter des actions de la Société, et

■ autorise le Conseil d'administration à acheter des actions de la Société en vue :

- de remettre des actions à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès par tous moyens immédiatement ou à terme à des actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations d'EDF (ou de l'une de ses filiales) liées à ces valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'administration appréciera ;
- de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- d'assurer la liquidité de l'action EDF par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- d'allouer des actions aux membres du personnel du groupe EDF et notamment dans le cadre de tout plan d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des membres du personnel dans les conditions prévues par la loi, en particulier par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ou les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'administration appréciera ;
- de réduire le capital de la Société par annulation de tout ou partie des titres achetés, sous réserve de l'adoption par la présente Assemblée Générale de la 16^e résolution ci-après et dans les termes qui y sont indiqués.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital social existant au jour de la présente Assemblée ; et

- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société.

L'acquisition ou le transfert de ces actions peut être effectué, dans les conditions et limites, notamment de volumes et de prix, prévues par les textes en vigueur à la date des opérations considérées, par tous moyens, notamment sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par le recours à des instruments financiers dérivés ou à des bons ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'administration appréciera.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par négociations de blocs n'est pas limitée.

Décide que le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions sera de 2 milliards d'euros.

Dans le cadre de ce programme, le prix d'achat ne devra pas excéder 90 euros par action.

Le Conseil d'administration pourra toutefois ajuster le prix d'achat sus-mentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfiques, donnant lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Décide que la présente autorisation est conférée pour une durée maximum de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée. Elle pourra être utilisée en période d'offre publique, dans les limites permises par la réglementation applicable.

Le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % de son capital.

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs en vue de mettre en œuvre la présente autorisation, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- passer tous ordres en Bourse ou hors marché ;
- affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables ;
- conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
- effectuer toutes déclarations et formalités auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ; et
- remplir toutes autres formalités, et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Le Conseil d'administration devra informer chaque année l'Assemblée Générale des opérations réalisées en application de la présente résolution.

À titre extraordinaire

HUITIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 et L. 228-91 à L. 228-97 du Code de commerce :

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 2^e résolution ;

- délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques qu'il fixera et dans les proportions qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Sont expressément exclues les émissions, au titre de la présente délégation, d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme à des actions de préférence.

Délègue également sa compétence au Conseil d'administration pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société.

Décide que le total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation pourra conduire, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,50 euro, à l'émission de 90 millions d'actions, sans que le montant nominal total des augmentations de capital ne puisse excéder 45 millions d'euros (le « Plafond »).

Il est précisé que (i) ce Plafond est commun à toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 9^e, 10^e, 12^e et 13^e résolutions soumises à la présente Assemblée dont le montant nominal s'imputera en conséquence sur ce Plafond et (ii) que ce Plafond ne tient pas compte des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'une Filiale ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.

Les titres de créance émis en vertu de la présente délégation pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 4 500 000 000 euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé (i) que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par les 9^e, 10^e, 12^e et 13^e résolutions qui suivent soumises à la présente Assemblée. Les emprunts pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en Bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société.

Décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes et qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus.

Décide d'autoriser le Conseil d'administration à prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital existant au jour de l'augmentation de capital.

Décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera l'une ou plusieurs des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions recueillies à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

Constate que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et, donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

Décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation

sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites valeurs mobilières.

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet, notamment de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- arrêter les conditions et prix des émissions ;
- fixer les montants à émettre en euros, en monnaie étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies selon les cas et dans le respect de la législation en vigueur ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- fixer les modalités suivant lesquelles seront assurées, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

La délégation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

NEUVIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135 et L. 225-136, L. 228-91 à L. 228-97 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 3^e résolution ;

– délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, sans droit préférentiel de souscription et par appel public à l'épargne, en une ou plusieurs fois à l'époque ou aux époques qu'il fixera et dans les proportions qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, (i) d'actions de la Société, (ii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société, (iii) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède

directement ou indirectement plus de la moitié du capital (la « Filiale »), dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Délègue sa compétence au Conseil d'administration pour décider l'émission d'actions de la Société, à la suite ou en conséquence de l'émission par une Filiale de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.

Sont expressément exclues les émissions, au titre de la présente délégation, d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence.

Délègue également sa compétence au Conseil d'administration pour décider l'émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société.

Décide que le total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation pourra conduire, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,50 euro, à l'émission de 90 millions d'actions, sans que le montant nominal total des augmentations de capital ne puisse excéder 45 millions d'euros (le « Plafond »).

Il est précisé que (i) ce Plafond est commun à toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 8^e, 10^e, 12^e et 13^e résolutions soumises à la présente Assemblée dont le montant nominal s'imputera en conséquence sur ce Plafond et (ii) que ce Plafond ne tient pas compte des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société ou d'une Filiale ainsi émises pourront consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.

Les titres de créance émis en vertu de la présente délégation pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et être émis soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs devises. Le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 4 500 000 000 d'euros ou leur contre-valeur à la date de la décision d'émission, étant précisé (i) que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu, (ii) que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créance dont l'émission est prévue par les 8^e, 10^e, 12^e et 13^e résolutions qui suivent, soumises à la présente Assemblée. Les emprunts pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe ou variable, ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en Bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société.

Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente résolution. Toutefois, le Conseil d'administration,

en application de l'article L. 225-135, 2^e alinéa, du Code de commerce, aura la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France ou à l'étranger.

Décide que cette délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises au titre de la présente résolution et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

Décide que, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, et pour les cas autres que ceux relevant des articles L. 225-147, 6^e alinéa et L. 225-148 du Code de commerce :

- le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal à la moyenne pondérée des premiers cours cotés des trois dernières séances de Bourse sur l'Eurolist d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 % après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ;
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimale défini à l'alinéa précédent.

Décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet notamment de :

- déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- arrêter les conditions et prix des émissions ;
- fixer les montants à émettre en euros, en monnaie étrangère ou en unités de comptes fixées par référence à plusieurs monnaies selon les cas et dans le respect de la législation en vigueur ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des titres à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits d'attribution d'actions attachés aux valeurs mobilières existantes pendant un délai qui ne pourra excéder trois mois ;
- fixer les modalités suivant lesquelles seront assurées, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement ;
- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute

émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

La délégation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

DIXIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 4^e résolution, et

– autorise le Conseil d'administration à décider d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des 8^e et 9^e résolutions soumises à la présente Assemblée, dans les trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;

– décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 45 millions d'euros commun à toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 8^e, 9^e, 12^e et 13^e résolutions soumises à la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration pourra, dans les conditions légales et réglementaires, subdéléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente résolution.

L'autorisation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

ONZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration pour augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 et L. 225-130 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 5^e résolution, et

– délègue au Conseil d'administration sa compétence pour augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques qu'il fixera et dans la proportion qu'il appréciera, par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise, soit encore par la conjugaison avec une augmentation de capital en numéraire réalisée en vertu des résolutions précédentes, et sous forme d'attributions d'actions gratuites ou d'augmentation de la valeur nominale des actions existantes, soit en combinant les deux opérations ;

– décide que le total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation pourra conduire, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,50 euro, à l'émission de 2 milliards d'actions, sans que le montant nominal total des augmentations de capital ne puisse excéder 1 milliard d'euros. Il est précisé que ce plafond est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 8^e, 9^e, 10^e, 12^e, 13^e et 14^e résolutions soumises à la présente Assemblée et (ii) que ce plafond ne tient pas compte des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

– décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet notamment :

- d'arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment fixer le montant et la nature des réserves et primes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre en euros, ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet et procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- de décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard trente jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;
- de prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières, donnant accès au capital, existant au jour de l'augmentation de capital ;
- de prendre toutes les dispositions utiles et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que de procéder à la modification corrélative des statuts.

La délégation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale.

DOUZIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence au Conseil d'administration pour augmenter le capital social en rémunération d'une offre publique d'échange initiée par la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-129-2, L. 225-148 et L. 228-92 du Code de commerce.

Sous la condition suspensive de l'adoption de la 9^e résolution soumise à la présente Assemblée,

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 6^e résolution ;

– délègue au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, sa compétence pour décider, sur le fondement et dans les conditions prévues par la 9^e résolution, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par la Société sur des titres d'une autre société admise aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 susvisé, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières ;

– prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit ;

– décide que le total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation pourra conduire, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,50 euro, à l'émission de 90 millions d'actions, sans que le montant nominal total des augmentations de capital ne puisse excéder 45 millions d'euros (le « Plafond »). Il est précisé que (i) ce Plafond est commun à toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 8^e, 9^e, 10^e et 13^e résolutions soumises à la présente Assemblée dont le montant nominal s'imputera en conséquence sur ce Plafond et (ii) que ce Plafond ne tient pas compte des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

– décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, à l'effet, notamment, de :

- mettre en œuvre les offres publiques visées par la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions nouvelles ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la Société ;
- d'inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « Prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
- prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée, constater la ou les augmentations de capital résultant et modifier corrélativement les statuts.

TREIZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour augmenter le capital social en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société)

L'Assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément à l'article L.225-147 du Code de commerce :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 7^e résolution, et

– délègue au Conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires pour augmenter le capital social, dans la limite de 10 % du capital social à la date de la présente Assemblée, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;

– décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond nominal global d'augmentation de capital de 45 millions d'euros fixé par la 9^e résolution de la présente Assemblée et commun à toutes les augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu des 8^e, 9^e, 10^e et 12^e résolutions soumises à la présente Assemblée ;

– décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres de capital ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises ;

– prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit ;

– décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- statuer sur le rapport du ou des Commissaires aux apports ;
- arrêter toutes les modalités et conditions des opérations autorisées et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, le cas échéant, d'avantages particuliers ;
- fixer le nombre de titres à émettre en rémunération des apports ainsi que la date de jouissance des titres à émettre ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'apport, et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et modifier les statuts en conséquence ; et
- prendre plus généralement toutes les dispositions utiles et conclure tous accords, procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations des actions émises et procéder à toutes formalités de publicité requises.

La délégation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION

(Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration pour augmenter le capital social au profit des adhérents à un plan d'épargne)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, dans le cadre des dispositions des articles L. 443-1 et suivants du Code du travail et de l'article L. 225-138-1 du Code de commerce et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 de ce même Code :

– met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 8^e résolution ; et

– délègue au Conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques qu'il fixera et dans les proportions qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, le capital social de la Société, par émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société, réservée aux adhérents à un plan d'épargne entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 444-3 du Code du travail ;

– décide que le total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation pourra conduire, sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,50 euro, à l'émission de 20 millions d'actions, sans que le montant nominal total des augmentations de capital ne puisse excéder 10 millions d'euros (le « Plafond »). Il est précisé que ce plafond est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 8^e, 9^e, 11^e, 10^e,

12^e et 13^e résolutions soumises à la présente Assemblée et (ii) que ce plafond ne tient pas compte des actions de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;

– fixe, en application de l'article L. 443-5 du Code du travail, la décote à 20 % par rapport à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire ou supprimer la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;

– décide en application de l'article L. 443-5 du Code du travail que le Conseil d'administration pourra prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre de l'abondement ou, le cas échéant, de la décote, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 443-5 et L.443-7 du Code du travail ;

– décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital et aux valeurs mobilières auxquelles donneront droit ces valeurs mobilières émises en application de la présente résolution en faveur des adhérents à un plan d'épargne entreprise mentionnés ci-dessus ;

– décide que les caractéristiques des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seront arrêtées par le Conseil d'administration dans les conditions légales et réglementaires applicables ;

– décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente résolution et notamment pour :

- fixer le périmètre, les modalités et conditions des opérations et arrêter les dates et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation ;
- fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, les modalités de libération des actions et des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- consentir des délais pour la libération des actions et, le cas échéant, des autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, demander l'admission en Bourse des titres créés partout où il avisera ;
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
- accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social et sur sa seule décision ; et
- imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations.

La délégation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

QUINZIÈME RÉOLUTION

(Délégation au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité et de quorum requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

– autorise, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois et aux conditions qu'il déterminera, dans les limites fixées par la présente autorisation, à des attributions gratuites d'actions ordinaires de la Société, existantes ou à émettre dans le cadre des lois et règlements en vigueur, dans les conditions ci-dessous. Les bénéficiaires seront les membres du personnel ou mandataires sociaux (au sens de l'article L. 225-197-1 II alinéa 1), ou certaines catégories d'entre eux, de la Société ou de sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.

Cette autorisation est consentie pour une durée de douze mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Le nombre total des actions ordinaires attribuées gratuitement au titre de la présente résolution ne pourra représenter plus de 0,2 % du capital de la Société à la date de la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale décide que la période d'acquisition sera d'une durée minimale de quatre ans pour tout ou partie des actions attribuées par le Conseil d'administration et, pour le solde des actions attribuées par le Conseil d'administration, d'une durée minimale de deux ans ; toutefois, en cas d'invalidité du bénéficiaire remplissant les conditions fixées par la loi, l'attribution définitive des actions pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition.

L'Assemblée Générale décide que la période de conservation des actions attribuées sera d'une durée minimale de deux ans, à l'exception des actions dont la période d'acquisition sera d'une durée d'au moins quatre ans pour lesquelles la durée minimale de l'obligation de conservation est supprimée.

Les actions existantes pouvant être attribuées au titre de la présente résolution devront être acquises par la Société, soit dans le cadre de l'article L. 225-208 du Code de commerce, soit, le cas échéant, dans le cadre du programme d'achat d'actions autorisé par la 7^e résolution soumise à la présente Assemblée ou de tout programme d'achat d'actions applicable postérieurement.

L'Assemblée Générale prend acte et décide, en temps que de besoin, que la présente délégation emporte, au profit des bénéficiaires des attributions gratuites d'actions ordinaires, renonciation des actionnaires :

(i) à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure de l'attribution définitive des actions ;

(ii) à tout droit sur les actions ordinaires attribuées gratuitement sur le fondement de la présente autorisation ; et
(iii) à tout droit sur le montant des réserves et primes sur lesquelles sera, le cas échéant, imputée l'émission des actions nouvelles.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, dans les limites fixées ci-dessus, à l'effet de :

- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'actions ordinaires attribuées à chacun d'eux, les modalités d'attribution des actions ordinaires et en particulier la période d'acquisition et la période de conservation des actions ordinaires ainsi gratuitement attribuées ;
- fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ordinaires ;
- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions ;
- décider une ou plusieurs augmentations de capital de la société résultant des attributions gratuites d'actions ordinaires à émettre par la Société ;
- statuer, s'agissant des mandataires sociaux, conformément au dernier alinéa du II de l'article L. 225-197-1 du Code de commerce ;
- décider la date de jouissance, même rétroactive, des actions ordinaires nouvellement émises ;
- décider les conditions dans lesquelles le nombre des actions ordinaires attribuées sera ajusté ; et
- plus généralement, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée Générale des attributions réalisées dans le cadre de la présente résolution, conformément à l'article L. 225-197-4 du Code de commerce.

SEIZIÈME RÉSOLUTION

(Autorisation au Conseil d'administration de réduire le capital social dans le cadre de l'autorisation de rachat de ses propres actions)

L'Assemblée Générale statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, sous réserve de l'adoption de la 7^e résolution de la présente Assemblée,

- met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'Assemblée Générale extraordinaire de la Société du 10 octobre 2005, par sa 10^e résolution ; et
- autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, par annulation de tout ou partie des actions précédemment rachetées dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres actions par la Société, dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois, étant rappelé que cette limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée ;

– autorise le Conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;

– donne à cet effet tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, pour en fixer les conditions et modalités et modifier les statuts de la Société en conséquence et plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

L'autorisation conférée au Conseil d'administration par la présente résolution est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée.

DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

(Modification de l'article 21 des statuts de la Société en vue de sa mise en harmonie avec les dispositions du décret n°2006-1566 du 11 décembre 2006)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier l'article 21 des statuts de la Société pour le mettre en harmonie avec les dispositions du décret n°2006-1566 du 11 décembre 2006.

En conséquence, l'article 21 est modifié comme suit :

« Article 21 – Assemblées générales

1. Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires dont les titres sont libérés des versements exigibles et pour lesquels il a été justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom soit de l'actionnaire soit, lorsque l'actionnaire n'a pas son domicile sur le territoire français, de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à 0 h 00 (heure de Paris).

L'enregistrement comptable des titres dans le délai prévu au paragraphe précédant doit s'effectuer soit dans les comptes titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'accès à l'Assemblée Générale est ouvert à ses membres sur simple justification de leurs qualités et identité. Le Conseil d'administration peut, s'il le juge utile, faire remettre aux actionnaires des cartes d'admission nominatives et personnelles et exiger la production de ces cartes.

Tout actionnaire peut donner pouvoir à son conjoint ou à un autre actionnaire en vue d'être représenté à une Assemblée Générale. Les propriétaires des titres régulièrement inscrits au nom d'un intermédiaire dans les conditions prévues à l'article L. 228-1 du Code de commerce peuvent se faire représenter dans les conditions prévues audit article par un intermédiaire inscrit.

Il peut également voter à distance. Lorsque l'actionnaire a exprimé son vote à distance ou envoyé un pouvoir, l'actionnaire ne peut choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale. Le formulaire de vote doit être reçu par la Société au plus tard trois jours avant la date de la réunion de l'Assemblée. Toutefois, les formulaires

électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale au plus tard à 15 heures (heure de Paris).

Les pouvoirs et les formulaires de vote à distance, de même que les attestations de participation, peuvent être établis sur support électronique dûment signé dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables en France.

La saisie et la signature électronique du formulaire peuvent, si le Conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, être directement effectuées sur le site mis en place par la Société au moyen d'un procédé incluant l'usage d'un code identifiant et d'un mot de passe, conforme aux conditions définies à la première phrase du second alinéa de l'article 1316-4 du Code civil ou de tout autre procédé répondant aux conditions définies à la première phrase du second alinéa de l'article 1316-4 du Code civil.

Le pouvoir ou le vote ainsi exprimé avant l'Assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous. Par exception, en cas de cession d'actions intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris), la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant l'Assemblée par le moyen électronique ayant été mis en place par le Conseil d'administration.

2. Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou, à défaut, par les Commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elles peuvent avoir lieu par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des actionnaires et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par les articles 145-2 à 145-4 du décret du 23 mars 1967. Dans ce cas, sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par lesdits moyens, dans les conditions légales.

Sauf exceptions prévues par la loi, les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'Assemblée et ce délai est réduit à six jours pour les assemblées générales réunies sur deuxième convocation et pour les assemblées prorogées.

3. L'ordre du jour de l'Assemblée figure sur l'avis de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, ou le comité d'entreprise, ou toute association d'actionnaires remplissant les conditions requises par la loi et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Les assemblées sont présidées par le président-directeur général ou,

en son absence, par un administrateur délégué à cet effet par le Conseil. À défaut, l'Assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

L'Assemblée Générale Ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice ou, en cas de prorogation, dans le délai fixé par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté à distance, possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

4. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectuées.

Sous réserve des dispositions légales applicables aux augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves, bénéfiques, ou primes d'émission, elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins, sur première convocation le quart, et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Sous la même réserve, elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance. »

DIX-HUITIÈME RÉSOLUTION **(Pouvoirs pour formalités)**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

EXPOSÉ SOMMAIRE DE L'ACTIVITÉ

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Année 2006

Les informations financières présentées dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe EDF au 31 décembre 2006.

Chiffres clés

En millions d'euros	2006	2005	Variation en %
Chiffre d'affaires	58 932	51 047	15,4
Excédent brut d'exploitation (EBE)	13 930	12 906	7,9
Résultat d'exploitation	9 356	7 993	17,1
Résultat net part du Groupe	5 605	3 230	73,5
Cash flow opérationnel ¹	11 165	9 477	17,8

En millions d'euros	31/12/2006	31/12/2005	Variation en %
Endettement financier net	14 932	18 592	(19,7)
Capitaux propres part du Groupe	23 309	19 313	20,7

Un chiffre d'affaires consolidé en croissance organique de 11,0 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, qui atteint 58 932 millions d'euros en 2006, est en hausse de 15,4 % (7 885 millions d'euros) par rapport à 2005, avec une évolution particulièrement forte en Europe (hors France). Cette progression inclut les effets des variations de périmètre (+ 2 129 millions d'euros résultant principalement de la consolidation d'Edison sur la totalité de l'exercice en 2006, contre un trimestre en 2005) et ceux relativement marginaux des variations de change (+ 122 millions d'euros) liés principalement à l'appréciation du real brésilien. La croissance organique⁽²⁾ du chiffre d'affaires est de 11,0 %, principalement tirée par les activités en Europe (hors France).

En France, la croissance du chiffre d'affaires⁽³⁾ (6,4 %) reflète pour environ 60 % l'évolution des prix (de marchés et des tarifs), et pour environ 40 % la hausse des volumes (ventes de gaz naturel et volumes d'électricité vendus). L'augmentation des tarifs réglementés de ventes d'électricité de 1,7 %, effective à compter du 15 août 2006, a eu un impact limité sur la progression du chiffre d'affaires. En 2006, le chiffre d'affaires réalisé en France représente 54,2 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe contre 58,8 % en 2005.

En Europe hors France (segments Royaume-Uni, Allemagne, Italie et reste de l'Europe), la croissance du chiffre d'affaires est de 37,1 % et la croissance organique de 19,7 %. La croissance organique est tirée principalement par la hausse des prix et des tarifs et aussi par une croissance des ventes en volumes au Royaume-Uni, en Allemagne et surtout en Italie. En 2006, le chiffre d'affaires réalisé en Europe hors France représente 42,2 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, contre 35,6 % en 2005.

Un EBE en croissance organique de 5,3 %

L'excédent brut d'exploitation consolidé du Groupe (EBE) s'élève à

13 930 millions d'euros en 2006 en hausse de 7,9 % (1 024 millions d'euros) par rapport à 2005. Les effets des variations de périmètre s'élèvent à +310 millions d'euros résultant principalement de la consolidation d'Edison en année pleine en 2006 (impact de + 632 millions d'euros) qui vient plus que compenser les effets de périmètre négatifs liés à la déconsolidation de Light au second semestre 2006, la mise en équivalence d'Edenor en août 2005 et les cessions d'ASA et de deux centrales égyptiennes en mars 2006, et ceux, négligeables, des variations de change (26 millions d'euros). La croissance organique de l'EBE est de 5,3 %, principalement tirée par le reste de l'Europe et l'Allemagne.

L'EBE prend en compte une provision de 470 millions d'euros pour couvrir la compensation des concurrents liée à la mise en œuvre du tarif transitoire d'ajustement du marché résultant de la loi sur l'énergie du 7 décembre 2006. Hors cette charge, l'EBE aurait été de 14 400 millions d'euros.

En France, l'EBE progresse de 4,1 %. Il inclut la comptabilisation de la provision en 2006 de 470 millions d'euros citée ci-dessus. La contribution de la France à l'EBE du Groupe est de 63,8 % en 2006, contre 66,2 % en 2005.

En Europe hors France, la croissance de l'EBE est de 23,0 % et la croissance organique de 7,9 %. Cette croissance organique est localisée dans le reste de l'Europe (22,6 %), tirée par EDF Trading (qui représente la quasi-totalité de cette croissance), et dans une moindre mesure en Allemagne (7,2%). La contribution de **l'Europe hors France** à l'EBE du Groupe est de 32,7 % en 2006, contre 28,7 % en 2005.

Un résultat d'exploitation en hausse de 17,1 %

Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève à 9 356 millions d'euros en 2006, en hausse de 17,1 % par rapport à 2005.

Cette croissance, très supérieure à celle de l'EBE, est liée à la reprise de provisions suite à la cession de Light (+624 millions d'euros), à la non-reconduction en France du dispositif de complément exceptionnel de retraite (328 millions d'euros) et aux plus-values de cession de ASA et des centrales égyptiennes (+345 millions d'euros). La comptabilisation dans les comptes du Groupe d'une perte de valeur de 318 millions d'euros sur le goodwill propre à EDF enregistré par le Groupe à l'occasion de la prise de participation dans EnBW en 2001 (celle-ci est relative aux activités de distribution en Allemagne et résulte de la décision du régulateur de baisser les tarifs), limite toutefois la hausse de l'EBE, ainsi que des provisions de plus faible ampleur pour perte de valeur enregistrées sur plusieurs entités du Groupe.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 5 605 millions d'euros, soit + 73,5 % par rapport à 2005 (+2 375 millions d'euros). Cette progression est principalement la résultante de celle de l'EBE et de l'évolution favorable enregistrée en 2006 du résultat financier et de l'impôt sur le résultat, ainsi que de la variation positive des événements non récurrents.

Le résultat net courant⁴ est de 4 227 millions d'euros en progression de 1 357 millions d'euros (+ 47,3 %) par rapport à 2005.

Une structure financière en amélioration : réduction de l'endettement financier net de 19,7 %

Le cash-flow opérationnel est de 11 165 millions d'euros, en augmentation de 17,8 % (+1 688 millions d'euros) par rapport à celui de 2005. Cette augmentation résulte principalement de la progression de l'EBE et dans une moindre mesure de la baisse des charges financières.

L'endettement financier net⁵ s'établit à 14 932 millions d'euros au 31 décembre 2006, en diminution de 3 660 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2005 (18 592 millions d'euros).

Cette diminution résulte principalement du free cash flow⁶ généré (6 683 millions d'euros) par les cessions nettes de participations pour 1 736 millions d'euros (cash reçu et déconsolidation de l'endettement financier net des participations cédées), des placements en actifs dédiés⁷ (2 845 millions d'euros), du dernier paiement de la soulte de Marcoule (551 millions d'euros) et des dividendes versés aux actionnaires et aux minoritaires (1 532 millions d'euros).

Augmentation des capitaux propres part du groupe

Ils s'élèvent à 23 309 millions d'euros au 31 décembre 2006 pour 19 313 millions d'euros au 31 décembre 2005⁸. Les principales variations

proviennent du résultat de l'année, 5 605 millions d'euros, et des dividendes de 1 439 millions d'euros. Le solde est constitué essentiellement des variations pour juste valeur des actifs disponibles à la vente et des instruments financiers de couverture ainsi que d'impacts liés aux cessions et acquisitions.

Amélioration du ratio dettes financières nettes/capitaux employés

L'amélioration de la structure financière se traduit par une évolution du ratio dette financière / (dette financière+capitaux propres) qui passe de 48 % à fin décembre 2005 à 38 % à fin 2006.

¹ EDF utilise comme indicateur le « cash flow opérationnel » qui vise à évaluer la capacité du Groupe à générer de la trésorerie disponible. Cet indicateur est égal aux flux de trésorerie nets générés par l'exploitation hors variation du besoin en fonds de roulement, diminué des frais financiers nets décaissés et de l'impôt sur le résultat payé corrigé des effets non récurrents de l'impôt (1 410 millions d'euros en 2005, dont notamment 1 146 millions d'euros résultant de la restitution par le Trésor Public en 2005 d'un trop versé en 2004 au titre des acomptes d'IS, et 527 millions d'euros en 2006, correspondant essentiellement aux effets de la restructuration juridique du groupe Light avant cession).

² Évolution de l'activité du Groupe sans prendre en compte les impacts positifs ou négatifs générés par les changements de périmètre (acquisitions ou cessions de filiales), les variations de taux de change et les changements de méthodes comptables.

³ Pour la France, la croissance organique est égale à la croissance nominale.

⁴ Résultat net part du groupe hors éléments non récurrents. Éléments non récurrents nets d'impôts en 2006 : 1 378 millions d'euros : Light + 1 172 M€ (reprise des provisions pour pertes de valeur et impact sur l'impôt de la réorganisation juridique

du groupe Light) ; perte de valeur chez EDF sur le goodwill d'EnBW (-318 M€) ; autres pertes de valeur (- 172 millions d'euros) ; reprise en France de la provision liée à la non reconduction du dispositif CER (+ 215 millions d'euros) ; plus values de cessions et autres (+ 481 millions d'euros). Éléments non récurrents en 2005 : 360 millions d'euros (Edison et Edenor)

⁵ L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de taux de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité.

⁶ Le free cash flow correspond au Cash flow opérationnel avec prise en compte des éléments non récurrents, et après impact de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels (Capex).

⁷ Actifs constitués pour la couverture des engagements de long terme lié à la déconstruction des centrales nucléaires et à l'aval du cycle du combustible.

⁸ Après 1^{re} application de la norme IFRIC4.

TABLEAU DES RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Tableau des résultats des cinq derniers exercices
(Extraits des comptes sociaux d'EDF)

	2006	2005	2004	2003	2002
Capital en fin d'exercice					
Capital social (en millions d'euros)	911	911	8 129	395	395
Dotations en capital (en millions d'euros)				7 734	7 734
Nombre d'actions ordinaires existantes	1 822 171 090	1 822 171 090	1 625 800 000		
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer par conversion d'obligations par exercice de droit de souscription					
Opérations et résultats de l'exercice (en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	32 891	30 849	30 210	29 034	28 895
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	10 269	5 160	7 397	7 086	12 738
Impôts sur les bénéfices	1 176	381	706	1 394	1 027
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	6 055	3 532	902	469	(1 075)
Résultat distribué	2 114 (*)	1 439	374	321	208
Résultats par actions (euro/action)					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	4,99	2,62	4,12		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,32	1,94	0,55		
Dividende attribué à chaque action	1,16 (*)	0,79	0,23		
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	96 856	98 580	106 718	107 761	110 806
Montant de la masse salariale de l'exercice (en millions d'euros)	4 278	4 125	4 291	4 135	4 094
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) (en millions d'euros)	2 420	2 827	3 342	3 224	3 128

* Suivant résolution soumise à l'Assemblée Générale du 24 mai 2007.

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT
SUR LE GROUPE,
LE SERVICE RELATIONS ACTIONNAIRES
EST À VOTRE DISPOSITION :**

• **Par téléphone**

 N° Vert 0800 00 0800

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

• **Par courrier :**

EDF
Service Relations Actionnaires
22-30, avenue de Wagram
75008 Paris

• **Par courriel :**

actionnaires@edf.fr

• **Site Internet actionnaires :**

actionnaires.edf.com



